

Le changement climatique: un enjeu pour le développement



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Le changement climatique constitue l'une des plus graves menaces auxquelles le monde se trouve confronté. Il touchera le monde entier mais aura des conséquences disproportionnées pour des millions de ruraux pauvres. Le changement climatique, défi pour tous ceux qui œuvrent dans le domaine du développement, augmente le nombre de personnes menacées par la faim et rend encore plus incertaine la possibilité de réduire la proportion de personnes qui vivent en situation d'extrême pauvreté. Nous devons non seulement aider les populations rurales pauvres à échapper à la pauvreté, mais également à faire face au changement climatique et à en atténuer l'impact.

Pour le FIDA, le changement climatique revêt une importance particulière. Sa mission est de permettre aux populations rurales pauvres de se libérer de la pauvreté. L'agriculture, principale source de subsistance pour la plupart des ruraux pauvres, est également l'activité humaine la plus directement touchée par le changement climatique.

Dans les zones rurales des pays en développement, environ 2 milliards de personnes vivent avec moins de 2 USD par jour. Ce sont les populations rurales pauvres qui sont le plus vulnérables aux effets du changement climatique. Nombreuses sont les personnes qui vivent sur des terres écologiquement fragiles et subsistent grâce à l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie. Les populations rurales pauvres ne possèdent pas les capacités institutionnelles et financières nécessaires pour pouvoir affronter les effets du changement climatique.

L'impact du changement climatique sur l'agriculture se fait déjà sentir dans les pays en



FIDA/G.M.B. Akash

développement, où mauvaises récoltes et pertes de bétail entraînent des pertes économiques majeures, contribuent au renchérissement des produits alimentaires et compromettent toujours plus souvent la sécurité alimentaire, en particulier dans certaines zones d'Afrique subsaharienne. Dans certains pays, le rendement des cultures pluviales pourrait chuter de 50% d'ici à 2020. Parallèlement, la croissance démographique accentue la demande de produits alimentaires. Dans les pays en développement, la production vivrière devra doubler d'ici à 2050 pour répondre à la demande.

L'agriculture et le déboisement représentent ensemble, d'après les estimations, entre 26 et 35% des émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, l'agriculture et la foresterie peuvent jouer un rôle de premier plan pour faire face au changement climatique. Le boisement et le reboisement, une meilleure gestion des sols grâce à des pratiques d'agroforesterie, une régénération des terres de culture et de pâturage dégradées et une amélioration des techniques d'élevage peuvent contribuer de manière significative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les populations rurales pauvres, qui gèrent de vastes superficies de terres et de forêts,

peuvent jouer un rôle primordial en matière de gestion des ressources naturelles et de séquestration du carbone. Elles sont souvent les gardiens des ressources naturelles et peuvent fournir des biens et des services environnementaux appréciables. Des modalités visant à rétribuer les populations rurales pauvres qui rendent des services environnementaux contribuant à séquestrer le carbone et à en limiter les émissions doivent être prévues dans le cadre de l'échange des crédits d'émission de carbone. Les mesures visant à appuyer la conservation des sols et de l'eau, les incitations destinées à promouvoir l'adoption de pratiques de production durables, et une rémunération en échange des services de séquestration de carbone et de la prévention de la déforestation font partie intégrante de la solution.

En réponse à l'ampleur croissante du changement climatique, le FIDA intègre de plus en plus souvent dans ses opérations des activités relatives à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets. En laissant s'exprimer les populations rurales pauvres lors du processus de planification, il est possible de réduire les risques liés au changement climatique tout en accélérant les progrès sur la voie d'un monde libéré de la pauvreté.

Les populations rurales pauvres peuvent faire partie de la réponse

La communauté internationale a convenu de quatre éléments principaux pour faire face au changement climatique: l'adaptation, l'atténuation, la technologie et le financement.

L'**adaptation** englobe toutes les activités susceptibles d'aider les populations et les écosystèmes à s'ajuster aux effets du changement climatique et à réduire leur vulnérabilité. Il n'existe pas de mode universel d'adaptation; des mesures spécifiques doivent être adoptées en fonction de chaque contexte. L'agriculture est, par tradition, une activité qui évolue avec les variations climatiques. À l'heure actuelle, on ne peut plus envisager l'adoption de pratiques non durables de gestion des sols. Des stratégies d'adaptation valables doivent se fonder sur le développement durable.

L'**atténuation** vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre ou à renforcer la capacité de la nature, notamment des forêts, à les absorber. Les populations rurales pauvres peuvent jouer un rôle important en matière d'atténuation des effets du changement climatique en adoptant de meilleures pratiques agricoles et en privilégiant les activités de foresterie qui contribuent à l'absorption du carbone. Mais les gouvernements doivent établir des politiques et des incitations appropriées.

Le rôle de la **technologie** est important pour s'attaquer aux causes du changement climatique et pour aider les populations à s'adapter à ses conséquences. Nous pouvons développer des technologies nouvelles, plus propres, cultiver des plantes et élever des animaux plus résistants à la variabilité climatique. Il est indispensable de donner une impulsion à la recherche et au développement, ainsi qu'à l'échange d'informations et à la formation, afin d'établir des systèmes agricoles qui peuvent mieux s'adapter au changement climatique et de mettre au point de nouvelles technologies de séquestration du carbone.

Le **financement** des mesures d'adaptation au changement climatique nécessitera des milliards de dollars et comportera des réorientations importantes des scénarios d'investissement dans un vaste éventail de secteurs – de la production d'électricité à l'agriculture en passant par la foresterie. De nouveaux mécanismes de financement sont indispensables car le changement climatique augmente le coût du développement. Il a été estimé que d'ici à 2030, le coût des mesures d'adaptation, à elles seules, sera de l'ordre de 49 à 171 milliards d'USD par an. Les engagements pris à l'occasion du Sommet du G8 qui s'est tenu à l'Aquila en Italie prévoyant d'investir 20 milliards USD pour lutter contre le changement climatique est une étape importante, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le marché des droits d'émission de carbone, qui joue déjà un rôle important dans la réorientation des flux d'investissement privés, devra être élargi de manière significative pour faire face aux exigences supplémentaires en matière d'investissements et de financements. À cet effet, les politiques nationales peuvent non seulement encourager les investissements privés et publics en faveur de technologies de remplacement plus respectueuses du climat, mais également répartir les risques entre le secteur privé et le secteur public.

Les institutions financières multilatérales, les organismes d'aide bilatérale et multilatérale et, bien entendu, les Nations Unies, ont tous un rôle important à jouer en ce sens. Ils doivent répondre aux besoins des populations rurales pauvres afin de les aider à relever le défi posé par le changement climatique.



FIDA/S. Becio

DONNÉES

- 1,4 milliard de personnes vit avec moins de 1,25 USD par jour. La majeure partie d'entre elles vit dans les zones rurales des pays en développement.
- D'ici à 2050, la population mondiale devrait passer de 6,7 milliards à 9,1 milliards d'habitants, la croissance démographique touchant principalement les pays en développement.
- La production alimentaire dans les pays en développement devra quasiment doubler d'ici à 2050.
- Environ 95% de l'agriculture africaine dépend de la pluviosité.
- Dans certains pays, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient chuter de 50% d'ici à 2020.
- Depuis les années 60, la pluviométrie dans la région sahélienne a baissé de 25%.
- Rien qu'en Afrique, 75 à 250 millions de personnes supplémentaires seront exposées à un stress hydrique accru d'ici à 2020 en raison du changement climatique.
- Une augmentation de la température de 3 à 5 degrés Celsius pourrait entraîner une hausse de 30%, en moyenne, des prix des produits alimentaires.

FIDA/G.M.B. Akash

En Chine, un projet concernant le biogaz transforme les déchets en énergie

Le méthane, qui provient du fumier d'origine animale, est 22 fois plus dévastateur que le dioxyde de carbone. En transformant les déchets d'origine humaine et animale en un mélange de méthane et de dioxyde de carbone qui peut être utilisé pour l'éclairage et la cuisson, un projet financé par le FIDA dans la province du Guangxi en Chine aide à réduire les effets du méthane qui sont considérés beaucoup plus graves que ceux induits par le réchauffement planétaire, contribuant ainsi directement à atténuer les effets du changement climatique et à réduire la pauvreté.

“Nous faisons toute la cuisine au bois”, rappelle Liu Chun Xian, l'une des bénéficiaires du projet. “La fumée me brûlait les yeux et je toussais tout le temps. Les enfants étaient souvent malades... Aujourd'hui, avec le biogaz, la situation s'est nettement améliorée.”

Chaque ménage bénéficiant du projet construit son propre système pour canaliser les rejets des toilettes et les déjections des animaux d'élevage (porcs, en général) vers une cuve étanche. Les déchets fermentent et se convertissent naturellement en gaz et en compost.

Le projet a permis d'améliorer les conditions de vie et l'environnement. Les forêts sont protégées, ce qui réduit les émissions de gaz à effet de serre résultant du déboisement. La paille, au lieu d'être brûlée, est maintenant mise en grande quantité à fermenter dans les cuves de biogaz, ce qui réduit encore la pollution atmosphérique provoquée par la fumée et contribue à la production d'un engrais biologique d'excellente qualité. Le projet a également permis d'améliorer les conditions d'hygiène des ménages.

Les agriculteurs de Fada, village situé dans la zone du projet, ayant plus de temps pour améliorer leurs cultures, ont pu augmenter la production de thé, qui est passée de 400 kilos à 2 500 kilos par jour en cinq ans. Dans le village, le revenu moyen a quadruplé pour s'établir à un peu plus de un dollar par jour. Dans la mesure où le seuil de pauvreté en Chine est de 26 centimes par jour, ce revenu est important. Grâce au projet, 56 600 tonnes de bois de chauffe ne sont plus ramassées chaque année dans la zone du projet et 7 470 hectares de forêts sont ainsi préservés.

RUPES: récompenser les populations pauvres qui rendent des services environnementaux

Les populations rurales pauvres peuvent être des acteurs de premier ordre en matière de gestion des ressources naturelles et de séquestration du carbone. Un programme appuyé par le FIDA a aidé à instaurer un élan et à susciter l'intérêt du public concernant la rétribution des agriculteurs pauvres protégeant les écosystèmes en Chine, en Indonésie, au Laos, au Népal, aux Philippines et au Viet Nam.

Les résultats préliminaires du programme de mise au point de mécanismes pour rémunérer les populations pauvres des hautes terres d'Asie pour les services environnementaux rendus (RUPES), qui a duré de 2002 à 2007, ont été si encourageants qu'une seconde phase a été lancée en octobre 2008. Dans chacun des six sites d'opération du RUPES couverts par la première phase et des 12 sites concernés par la deuxième phase, les institutions locales ont travaillé en partenariat avec le Centre mondial d'agroforesterie afin de développer des systèmes de rétribution appropriés au contexte local.

“Un grand nombre des habitants des hauts plateaux en Asie gèrent les paysages qui fournissent des services environnementaux à des bénéficiaires externes”, explique Dennis Garrity, Directeur général du Centre mondial d'agroforesterie. “Ces services englobent l'approvisionnement en eau propre et abondante provenant des bassins versants, la protection de la biodiversité et le piégeage du carbone qui permettent d'atténuer le réchauffement planétaire. La rétribution des communautés qui procurent ces services permet de réduire la pauvreté et d'inciter à gérer les hautes terres de manière à améliorer la viabilité des basses terres, à compenser les émissions de carbone dans d'autres lieux, et de soutenir les objectifs fixés, au niveau international, dans le domaine de la conservation de la biodiversité.”

La rémunération des services environnementaux est parfois de nature financière, mais ce n'est pas toujours le cas. En Indonésie, par exemple, sécuriser les droits fonciers a été le principal mécanisme utilisé pour rétribuer les services rendus dans le cadre des projets de protection des bassins versants et de séquestration du carbone.

Le processus d'identification et d'évaluation des services environnementaux, ainsi que de renforcement des institutions locales, s'est traduit par une sensibilisation accrue à la conservation des bassins versants et à une meilleure gestion des terres dans tous les sites du RUPES. Un programme semblable, intitulé Mécanismes de rémunération favorables aux populations pauvres pour les services environnementaux rendus en Afrique, est en cours d'exécution en Guinée, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

L'expérience du FIDA sur le terrain

La décision de créer le FIDA a été prise en 1974, à la suite des sécheresses et famines qui ont sévi en Afrique et en Asie au cours des années précédentes. Le FIDA opère essentiellement dans les zones marginales de culture pluviale qui sont exposées à la pénurie d'eau, à la dégradation des terres et à la désertification. C'est pourquoi l'adaptation à la variabilité climatique et le renforcement de la résistance au stress environnemental ont toujours fait partie intégrante des travaux du FIDA. On trouvera ci-après quelques exemples d'activités du FIDA portant sur les quatre éléments principaux identifiés pour faire face au changement climatique.

À Sri Lanka, le FIDA et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) appuient un programme de remise en état de trois écosystèmes situés sur le littoral oriental dévasté par le tsunami.

En Chine, le FIDA appuie un projet d'assurance indexée sur les conditions météorologiques pour aider les agriculteurs pauvres. Dans le cadre de l'assurance indexée sur les conditions météorologiques – initiative financée par le secteur privé et par le secteur public –, les remboursements se font sur la base de phénomènes objectifs et mesurables, tels que la pluviosité ou la température. Ainsi, les agriculteurs sont mieux à même de gérer le risque et peuvent investir avec plus de confiance dans des activités agricoles qui exigent un fort investissement initial.

Une gestion améliorée des ressources naturelles constitue une mesure d'adaptation importante dans de nombreuses zones. Au Burkina Faso, des technologies plus respectueuses de l'environnement, telles que des techniques de conservation des sols et de l'eau et des techniques d'agroforesterie, sont adoptées dans le cadre du programme de développement rural durable appuyé par le FIDA. De même, au Sénégal, le FIDA a soutenu l'irrigation goutte-à-goutte pour lutter contre l'avancée de la désertification.

La diversification économique est essentielle pour faire face au changement climatique dans de nombreuses régions. Sur les îles Maurice et Rodrigues, un programme financé par le FIDA aide les participants à diversifier leurs activités, qu'il s'agisse d'agriculture ou de microentreprises, afin qu'ils ne dépendent pas uniquement de la pêche pour leur subsistance.

Dans l'est du Maroc, la sécheresse et le surpâturage ont dégradé de vastes zones de parcours. Un programme de remise en état parrainé par le FIDA a entraîné une amélioration de la productivité des parcours et de la couverture du sol, une régénération des plantes médicinales et aromatiques et une meilleure infiltration des eaux dans le sol. Le programme comprend une composante FEM qui a appuyé une étude donnant des informations pertinentes pour l'adaptation au changement climatique et contenant des éléments intéressants qui permettront à la composante FEM de résister aux aléas climatiques.

PERSONNES À CONTACTER

Rodney Cooke
Directeur
Division consultative technique
FIDA
Tél: +39 06 54592451
ptmailbox@ifad.org

Elwyn Grainger-Jones
Coordonnateur exécutif
Environnement mondial et changement
climatique (GECC)
FIDA
Tél: +39 06 54592459
Registre FIDA/GECC:
GECCregistry@ifad.org

LIENS

IFAD
www.ifad.org

Le FIDA et le changement climatique
www.ifad.org/climate/

Fonds pour l'environnement mondial
www.thegef.org

Convention-cadre des Nations Unies sur
les changements climatiques
www.unfccc.int

Groupe d'experts intergouvernemental sur
l'évolution du climat
www.ipcc.ch

Programme des Nations Unies pour
l'environnement
www.unep.org

Scellons l'accord
www.sealthedeal2009.org

COP15
en.cop15.dk

Rapport de la Banque mondiale sur le
développement dans le monde 2010:
développement et changement climatique
www.worldbank.org/wdr2010



Le FIDA est une institution financière internationale et une institution spécialisée des Nations Unies qui se consacre à l'éradication de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales des pays en développement.

Fonds International de Développement Agricole
Via Paolo di Dono 44, 00142 Rome (Italie)
Tél.: +39 06 54591
Fax: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org

Novembre 2008

Adaptation au Pérou

Les populations autochtones du haut plateau andin (*altiplano*) ont toujours été confrontées à un environnement inhospitalier caractérisé par des vents forts, un couvert végétal parsemé, de l'eau gelée et des variations extrêmes de température. Ces variations s'accroissent sous l'effet du changement climatique et les pénuries d'eau se sont aggravées.

Le projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale (Sierra Sur), qui bénéficie de l'appui du FIDA, travaille directement avec plus de 21 000 familles sur un territoire de près de 78 000 km². Il les aide à renforcer leur résilience face à l'impact du changement climatique et à améliorer leur gestion des ressources naturelles.

L'eau de pluie et la neige fondue sont récupérées dans des fossés pour servir à l'irrigation. Les participants au projet diversifient leurs cultures et cultivent désormais du maïs, des haricots, des céréales, des pommes de terre et de l'origan en terrasses séparées par des murets en pierre, sur les flancs des montagnes. Les murets de pierre servent de coupe-vent et évitent le ruissellement des sols et de l'eau. Les pierres servent également à emmagasiner la chaleur des rayons de soleil pendant la journée et la libèrent lentement dans la nuit, ce qui permet de mieux affronter les gelées nocturnes.

Les participants au projet interviennent également dans les initiatives de plantation d'arbres pour aider à reconstituer le couvert végétal forestier de la région. Les arbres servent de brise-vent et contribuent à réguler la température. Ils sont une source de bois de feu et leurs racines aident à stabiliser le sol sur les versants.

Grâce au projet, la population locale est mieux nourrie et l'élevage prospère.

Forger des alliances

Le changement climatique est un enjeu environnemental planétaire. Aider les ruraux pauvres à s'adapter à son impact et les impliquer dans des initiatives de mitigation est une tâche à laquelle ne peut s'atteler une seule organisation. C'est une mission qui requiert une approche coordonnée et la coopération de toute la communauté internationale.

Les partenariats sont un moyen essentiel utilisé par le FIDA pour en savoir plus sur le changement climatique, partager les connaissances, renforcer les opérations auxquelles il apporte son soutien, mobiliser des fonds additionnels et influencer le programme politique mondial. Le FIDA travaille avec les gouvernements des pays en développement, les organisations des populations rurales pauvres, les organisations non gouvernementales et le secteur privé pour concevoir des programmes et projets innovants adaptés aux priorités nationales pour l'agriculture et le développement rural. En outre, le FIDA collabore étroitement avec d'autres organismes des Nations Unies et institutions financières multilatérales.

Le FIDA soutient les efforts mis en œuvre pour renforcer l'impact de l'action du système des Nations Unies et participe aux initiatives pilotes visant à améliorer la coordination entre les divers organismes unis dans l'action au niveau des pays. Le FIDA travaille également en étroite collaboration avec les autres organisations des Nations Unies implantées à Rome: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'un des principaux mécanismes de financement du changement climatique, représente un partenaire primordial pour le FIDA, qui en est l'un des organismes d'exécution. La coopération FIDA/FEM met actuellement l'accent sur les liens entre réduction de la pauvreté, gestion durable des terres et changement climatique. Par le biais de l'Unité environnement mondiale et changement climatique, le FIDA aide les pays à accéder aux financements prévus dans le cadre du programme du FEM sur le changement climatique. Il s'agit du fonds fiduciaire du FEM, des ressources gérées par le FEM au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (fonds pour les pays les moins avancés et fonds spécial pour les changements climatiques), et du fonds d'adaptation administré par le FEM. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural et les partenariats sous-régionaux, tels que TerrAfrica, sont également des partenaires importants.

Compte tenu de l'impact que le changement climatique exerce dans certaines régions où il intervient, le FIDA s'est rallié en juillet dernier, avec d'autres organismes des Nations Unies, à la campagne "Scellons l'accord" (*Seal the deal*), dont l'objectif est de galvaniser la volonté politique et le soutien du public en vue d'obtenir un accord mondial complet sur le changement climatique lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 15) qui aura lieu à Copenhague en décembre prochain.